

THÉÂTRE

AUJOURD'HUI

PARTITION OUVERTE POUR CHOEUR COSMOPOLITE,
INVITÉS TÉMOINS, UN CINÉASTE, UNE ARCHITECTE
ET OUVRIERS DU DRAME



CONCEPTION
AURÉLIA IVAN

ACCOMPAGNÉE DE
JUDITH BALSO
ISABELLE BARBÉRIS
ALICE CARRÉ
PASCALE JOFFROY
JOHNNY LEBIGOT
FRANÇOIS MAURISSE
ALLAN PÉRIÉ

DURÉE - 1H45

DU MERCREDI 10 AU VENDREDI 19 JANVIER 2018
[20H30] - RELÂCHE LE DIMANCHE 14 JANVIER

THÉÂTRE **L'ÉCHANGEUR** BAGNOLET



AUJOURD'HUI

PARTITION OUVERTE POUR CHOEUR, DIALOGUANTS, ET OUVRIERS DU DRAME.

CONCEPTION

Aurelia Ivan

ACCOMPAGNÉE DE

Judith Balso, Isabelle Barbéris, Alice Carré,
Pascale Joffroy, Johnny Lebigot, François Maurisse, Allan Périé

PROLOGUE

François Maurisse, Allan Périé

DIALOGUES (trois dialoguants chaque soir)

Philippe Bouyssou – maire d'Ivry-sur-Seine,
Véronique Decker – directrice de l'école élémentaire Marie-Curie à Bobigny,
Eric Fassin – sociologue,
Pascale Joffroy – architecte et cofondatrice de l'association Système B comme Bidonville,
Patrice Leclerc – maire de Gennevilliers,
Didier Leschi – ancien préfet pour l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis,
Marc-Antoine Lévy – avocat spécialiste du droit des étrangers,
Yann Manzi – militant et cofondateur d'Utopia 56,
Etc.

EPILOGUE

Judith Balso

SCÉNOGRAPHIE

Sallahdyn Khatir

CRÉATION LUMIÈRE

Abigaïl Fowler

CRÉATION SON

Arnaud de la Celle

RÉGIE GÉNÉRALE

Guillaume Junot

ASSISTANAT

Corentin Jan

NOTE

L'impulsion première de ce travail est née d'un désir sensible, face à un sujet primordial qu'il nous est impossible d'ignorer. Devant la difficulté de représentation des personnes qui habitent nos villes et leurs périphéries de façon précaire, il nous a semblé impossible de se positionner dans la confrontation. Œuvrant à l'endroit de la création, il ne s'agissait pas forcément pour nous de faire preuve de militantisme ou d'un engagement personnel concret. Il s'agit pour nous, également, d'éprouver de nouvelles manières d'écrire pour le théâtre. Il nous faut inventer de nouvelles images, remettre en cause les formes existantes de prise de parole ou de représentation. Au-delà de l'urgence du sujet, il nous semble fondamental de faire advenir de nouvelles entreprises, quittant les chemins habituels de la création.

La création ne doit pas être séparée des urgences de la vie. Elle agit bel et bien au cœur du monde et se doit de n'oublier personne. Sans se placer dans une approche documentaire du théâtre, il faut creuser un espace assez important pour faire résonner une matière faite de documents piochés dans notre monde. Travaillé par le ressac de la tradition de la tragédie antique, le théâtre doit savoir se faire tragédie contemporaine.

Le point de départ de l'écriture de la pièce *Aujourd'hui* est le constat de la situation des familles dites *roms* en France et en Europe. Considérer cette situation et mener un travail d'enquête nous a plongés dans un travail de recherche historique et de réflexion sur la mémoire. La lecture croisée de cette mémoire avec la situation actuelle nous place dans la perspective d'un *Aujourd'hui*. Il s'agit alors de déployer une partition ouverte pour Chœur, Dialoguants et Ouvriers du drame.

Entre reflets de mémoire, parole au présent, et tentative de construction dramatique, un dialogue s'opère dans la triangulation, pour traiter le sujet par le détour. À une époque où les spectres du passé ressurgissent et nous hantent, il y a une nécessité de rester conscients du fait que nous vivons sur la sédimentation d'un certain nombre de traumatismes collectifs.

DIALOGUES

« Ce que le théâtre a à apprendre du cinéma tient principalement de la dissociation entre ce qui est vu et ce qui est entendu. ». Gilles Deleuze, *Qu'est ce que l'acte de création ?*
Conférence à la Fémis, 17 mai 1987.

Au coeur d'*Aujourd'hui*, se trouvera un Dialogue* au présent, mené par des personnes qui ont participé aux ateliers d'écriture passés. Ces Dialoguants sont architectes, avocats, maires, acteurs associatif, médecins, professeurs, ils ne sont pas comédiens. Déstabilisée par un dispositif plastique, lumineux et sonore, la parole accueillera des interférences, des hésitations. Témoinant de la fragilité des opinions, du discours, cette séquence sera précédée d'un moment pendant lequel il s'agira de questionner le langage et ses usages, dans le cadre d'une approche historique. Ce moment d'exposition trouvera son pendant dans la séquence finale, qui tentera de faire face à l'impossibilité de conclure, de défaire les nœuds. Les récits d'expérience revêtent la structure du dilemme tragique.

Si *Aujourd'hui* est une pièce pour le théâtre, il ne s'agit pas pour autant de faire jeu ou récit fictionnel. De façon plus juste, le croisement de différentes formes discursives et iconiques dans l'espace prend la forme d'une tentative de faire lieu (qu'il soit lieu de mémoire, de dialogue, ou d'action, il est toujours évolutif), en plus de prendre acte. Dans ce lieu, qui est tout de même celui du théâtre, les interférences adviennent, entre le Chœur, les Dialoguants, les Ouvriers du drame.

Récit pluriel, en construction sous nos yeux, *Aujourd'hui* est un dé-collage entre une multitude de matières, écrites, historiques, spontanées, théâtrales et performatives, dissociant les points de vues, les sujets, les images et les discours. C'est un dispositif sédimentaire multiple traitant son sujet par la tranche et luttant contre l'objectivation par le détour, l'image et l'action.

Une écriture au présent

A été conçu un dispositif d'écriture au présent qui se tient en public.

Dialogues cherche à créer un espace dans lequel les subjectivités des invités dialoguants peuvent être développées en réponse aux matériaux documentaires qui leur sont proposés, sans préparation préalable. La révélation des contradictions appartient alors au public. Dans l'optique du projet *Aujourd'hui*, le dispositif *Dialogues* tend à éprouver le rapport entre la trace documentaire et la parole spontanée.

Se sont tenus en public :

- *Dialogues n°1* le 15 juillet 2016, Festival Contre-Courant, Avignon.

Avec : Véronique Decker, directrice d'école, Eric Fassin, sociologue et Julien Machillot, philosophe.

- *Dialogues n°2* le 12 mars 2017, Maison des métallos – Paris, en partenariat avec Les Francophonies en Limousin et dans le cadre du Festival Nouvelles Zébrures.

Avec : Judith Balso, philosophe, Pascale Joffroy, architecte et Philippe Bouyssou, maire.

- *Dialogues n°3* le 21 septembre 2017, Les Francophonies en Limousin, Limoges.

Avec : Gil Roy, photographe, Stefan Mihalachi, photographe et Jérémy Gravayat, cinéaste.

- *Dialogue n°4* le 9 novembre 2017, T2G - Théâtre de Gennevilliers.

Avec : Marc-Antoine Levy, avocat, Yann Manzi, fondateur de l'association Utopia56 et Pascale Joffroy, architecte.

EXTRAITS DE DIALOGUES N°1, le 15 juillet 2016

Julien Machillot - Dialoguant

Julien Machillot est philosophe et dramaturge.

Il dispense un cours de philosophie à la Commune, CDN d'Aubervilliers où il développe l'hypothèse d'une refonte de la philosophie de l'histoire qui s'appuie sur la pensée des enjeux politiques contemporains.

Extrait de sa prise de parole à l'écoute de la liste des bidonvilles d'Île-de-France

Tous ces lieux cités sont des lieux qui ont été depuis, à partir notamment du discours de Grenoble de Sarkozy en 2010, systématiquement désignés sous la catégorie de « campements de roms ». La première chose que je voudrais dire, c'est que je crois qu'il faut absolument refuser aujourd'hui à la notion de « rom » la qualité de catégorie politique positive qui permettrait d'identifier la réalité de la politique qui a lieu, de la situation de la vie des gens et de la question qui se pose de comment on fait face à cela.

Je pense que derrière la construction de la notion de « rom » comme catégorie politique constituée sous Sarkozy et continuée avec Hollande et Valls aujourd'hui, en vérité ce qui a lieu c'est une politique de guerre à la pauvreté. Une politique de guerre aux pauvres qui a plusieurs dimensions monstrueuses.

La première dimension c'est le fait que le seul tort fait par les gens qui vivent aujourd'hui dans ces campements, ces bidonvilles, est en réalité aux yeux de l'Etat de rendre visible l'existence de la pauvreté en France aujourd'hui, et que la destruction systématique de ces lieux dans lesquels les gens trouvent abri et s'organisent un minimum par eux-mêmes dans des conditions extrêmement difficiles, est en réalité d'abord une manière de forcer les pauvres qui vivent en France, français ou étrangers, à s'enfoncer dans l'invisibilité et l'impuissance à faire face aux difficultés qui sont les leurs.

La deuxième caractéristique, c'est une volonté forcenée de donner un caractère génétique à la pauvreté, notamment en assignant les pauvres à travers la catégorie de rom à une identité étrangère, louche, de gens envisagés comme ayant des modes de vie incompatibles avec les modes de vie des français.

Je dirais donc que la catégorie de rom est une opération politique d'ethnicisation de la politique, c'est-à-dire d'ethnicisation du traitement par l'Etat des situations compliquées de la vie collective aujourd'hui. J'ajouterais que ce qu'opère aussi cette politique, c'est le fait d'envisager en réalité l'ensemble des gens qui en France relèveraient des dispositifs d'aide, des dispositifs de soutien, à un traitement policier de leur présence et de leur vie.

La quatrième dimension est à mon avis le fait que ce qui est déployé par l'Etat ici, c'est une tentative de destruction systématique de toute capacité des gens eux-mêmes, des pauvres eux-mêmes à s'organiser quand ils sont livrés à eux-mêmes dans des conditions extrêmement difficiles. C'est non-seulement une vaste opération de déni de la pauvreté en France, mais c'est aussi une vaste opération de déni de la capacité des gens qui vivent dans ces lieux-là à construire à minima par eux-mêmes une manière d'exister dans la situation telle qu'elle est. J'ajouterais que c'est une situation que personnellement je connais bien pour avoir assisté depuis maintenant de nombreuses années à un autre pan de cette même politique qui consiste en la destruction de tout ce qui depuis les années 70, s'appelait les Foyers de Travailleurs Migrants et leur restructuration, c'est-à-dire leur transformation pure et simple en « résidences sociales » qui sont de véritables « prisons payantes » composées de « chambres de garde à vue », comme le disent les ouvriers habitants ces lieux. C'est une politique particulièrement grave et cachée aujourd'hui parce qu'en réalité ce que détruit l'Etat à travers ces logements, c'est l'ensemble des dispositifs collectifs qui permettaient aux gens de vivre, d'organiser leur solidarité dans les conditions qui étaient les leurs. On voit avec les décisions d'expulsion et de destruction systématiques des bidonvilles, cette même politique opérer.

Véronique Decker - Dialoguant

Véronique Decker enseigne depuis trente ans à Bobigny. Elle est aujourd'hui directrice de l'école Marie Curie à Bobigny. Elle a publié un livre comme témoignage de son métier d'enseignante en Seine-Saint-Denis dans lequel elle relate les événements les plus saillants de sa carrière.

Elle fut confrontée à la scolarisation d'enfants habitant dans les bidonvilles en particulier ceux du camp des coquetiers évacué en octobre 2014.

Extrait de sa prise de parole à l'écoute de la liste des bidonvilles d'Île-de-France

La première expulsion, c'était des bulgares. Ils habitaient sous un tunnel. Il y a un train qui traverse Bobigny et il y a aussi une chaufferie centrale. Pour que le tuyau de la chaufferie centrale puisse passer en dessous du passage du train, il y a un tunnel et ce tunnel était bien chauffé par le tuyau. Donc, ils avaient trouvé l'idée de fermer de part et d'autre le tunnel et de vivre là à deux familles bulgares. Et puis ils ont été expulsés, et moi j'avais donné mon numéro de portable aux enfants, à un petit garçon qui s'appelle Steevan et qui pensait qu'il y avait des méchants qui allaient venir – il me l'avait dit –

Il m'a dit : « Parfois, il y a les méchants qui viennent », et je lui avais répondu que s'ils arrivent, comme j'habite aussi à Bobigny, je te laisse mon numéro de portable et tu m'appelles. Et c'est ce qu'il a fait quand les méchants, habillés tout en bleu avec des uniformes, sont arrivés pour les expulser, il m'a appelé et on est venu avec des instits de l'école pour les aider à charger leurs affaires dans nos voitures de façon à ce qu'ils ne perdent pas tout. Ne sachant où aller, on a essayé d'appeler la préfecture qui n'a pas répondu et la municipalité qui nous a répondu qu'elle allait y réfléchir. En attendant, on a été s'installer dans l'école.

On s'installe à l'école, les parents s'installent à l'école, on met tout le monde dans la salle des maîtres et passe comme ça la journée d'école : les enfants sont en classe, les parents sont en salle des maîtres. Puis arrive 16 heures, heure de la fin des classes, donc on rappelle la municipalité qui nous dit qu'ils vont réfléchir, qu'ils vont contacter la préfecture, qu'ils vont essayer d'obtenir des chambres d'hôtel. A 18 heures, on rappelle et on nous dit qu'il y a un élu d'astreinte et à 18h30, l'élu d'astreinte ne rappelle pas et 20 heures arrive et on est toujours à l'école. On ne voit pas comment faire autrement que loger tout le monde dans l'école. On va chercher les tapis de gym, les nattes de yoga, les coussins qu'on a dans la bibliothèque puis on va faire une sorte de camping dans le préau de l'école et on va expliquer à tout le monde qu'il ne faut pas du tout bouger parce qu'il y a des alarmes et qu'il ne faut pas les déclencher donc tout le monde va aller se coucher à 22 heures à l'heure où on déclenche les alarmes.

Tout le monde va dormir à l'école : les instits, les enfants, les parents.

On est une trentaine à dormir.

Le lendemain matin, j'ai un appel de mon inspectrice qui me dit :

« La municipalité me dit que vous avez logé illégalement des gens dans votre école ».

Je lui ai répondu :

« Je sais Madame l'inspectrice mais j'étais devant un dilemme incroyable, à 20h, j'avais le choix entre deux actions illégales : soit laisser des enfants dormir dehors et c'est totalement illégal puisque la France est signataire de la convention internationale des droits de l'enfant et on ne saurait laisser des enfants dormir dehors, soit d'occuper illégalement l'école – ce qui était une atteinte aux biens - et donc, j'ai pensé que l'atteinte aux personnes étant toujours plus grave qu'une atteinte aux biens, il fallait choisir la deuxième. »

Ce qui m'a évité le blâme.

Eric Fassin - Dialoguant

Eric Fassin est sociologue et professeur à l'Université Paris-8 au Département de Science Politique et Chercheur à l'Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux sociaux.

Ces dernières années, il s'est pleinement investi dans une réflexion critique de l'Etat français centré sur ce qu'il juge être une mise en place volontaire par les pouvoirs publics d'une politique d'exclusion des populations rom.

Extrait de sa prise de parole à l'écoute de l'arrêté municipal n° 2013/147

C'est toujours pour leur bien qu'on expulse les roms, même s'ils ne s'en rendent pas compte, nous explique-t-on, les expulser les protège de toutes sortes de danger. Peu importe si après, de temps en temps, on apprend qu'une gamine s'est fait écrasée et est morte sur la route dans la désorganisation. Surtout, peu importe tout ce qui peut leur arriver ensuite. On nous dit que c'est pour leur bien mais on ne sait pas ce qu'ils deviennent. Pourquoi nous expliquer que c'est pour leur bien ? Sans doute pour que nous ayons le sentiment que c'est une question délicate mais que, après tout, on aura fait tout ce qu'on peut et de n'avoir pas trop mauvaise conscience. Mais aussi pour des raisons politiques : cela permet de ce dire que c'est une question de police et non pas une question politique. C'est une manière de faire de la politique sans avoir à se dire qu'on fait de la politique. C'est de la police, c'est juste une question d'ordre public, c'est éviter des accidents.

Mais cette question, ça veut dire qu'on est juste en train de gérer un problème ; on n'est pas en train de s'occuper de gens, pas en train de faire des choix de société. On est juste en train de gérer un problème pratique. C'est pour cela qu'on a des arrêtés comme celui-ci. Cela aussi a une fonction : en principe il y a une circulaire interministérielle du 26 août 2012 qui implique un ensemble de ministères dont le ministère du logement, de l'intérieur et d'autres encore qui sont censés s'assurer que les conditions de relogement aient été assurées et qui demande en particulier qu'avant toute expulsion, il y ait une décision de justice. A quoi sert un arrêté ? A ne pas attendre une décision de justice. Normalement, il doit y avoir une décision de justice, mais on ne va quand même pas attendre car il y a urgence pour leur bien. « Ces gens risquent leur vie, vous ne vous en rendez pas compte »... Donc on va les expulser sans attendre la décision de justice, c'est-à-dire sans respecter la circulaire gouvernementale du 26 août 2012.

Lorsque le défenseur des droits a protesté contre le fait que très souvent les pouvoirs publics ne respectent pas cette circulaire interministérielle, il n'a pas été entendu. Il l'a répété ensuite à l'Assemblée Nationale dans l'indifférence générale. Pour ma part, j'ai eu l'occasion de l'expliquer à la garde des sceaux de l'époque, Christiane Taubira, qui était très surprise, qui m'a dit qu'elle allait vérifier. Elle a vérifié auprès de son cabinet et ils n'ont pas trouvé trace du fait que, parfois, on n'attendait pas les décisions de justice. Or il suffisait d'aller sur internet... Donc, comment se fait-il qu'on puisse avoir ainsi simplement un problème à gérer et pas une politique ? Parce que nous acceptons de considérer que ça n'est pas une politique. Et en particulier, parce que nous acceptons de ne pas nous poser la question de ce qu'il leur arrive ensuite. Si c'est pour leur bien, ça veut dire qu'ils vont mieux après. S'ils sont censés être relogés, comment se fait-il que trois jours après on les voit dans la rue simplement un peu plus loin, un peu plus désorganisés, ayant perdu leurs biens, avec leurs enfants qui ne peuvent plus aller à l'école ? Comment est-ce possible ? C'est là qu'on a intérêt à réfléchir à ce qui est en train de se passer. C'est-à-dire en particulier à ce qu'ils deviennent après.

J'ai participé récemment à une journée organisée à Ivry. Un bidonville avait été expulsé, il y a plus d'un an et l'association qui les soutenait avait organisé une sorte de réunion pour voir ce que tout le monde était devenu. Beaucoup de roms étaient revenus ; ils revenaient d'endroits différents, ils étaient éparpillés ; quelques-uns s'en sortaient pas mal ; une jeune fille avait un CDI, mais la plupart s'en sortait très mal : ils étaient dans la rue et quand on est dans la rue avec des gros problèmes de santé, ce n'est pas facile. Ça posait une question qui est : à quoi ça sert de les réunir ? Et certains d'entre eux interpellaient l'association qui les soutenait depuis des années en leur disant : « Vous êtes bien gentils mais qu'est-ce qu'on fait là, qu'avez-vous à nous proposer, qu'avez-vous à nous offrir, en quoi pouvez-vous nous aider ? ».

On avait finalement le sentiment que l'agressivité se tournait vers les associatifs qui défendaient les roms : pourquoi ? Parce que l'Etat n'était pas présent. Le préfet n'était pas là. Le préfet n'est jamais là. Le préfet gère à distance. Sans même parler du ministre bien sûr.

En réalité, on a une politique qui est menée mais qui ne se nomme pas comme politique. C'était le maire de Lyon, Gérard Collomb, qui avait déclaré après la mort de trois personnes roms dans un incendie : « Il ferait mieux de retourner vivre chez eux en Roumanie plutôt que de venir mourir ici ». Ça, c'est une politique, mais cette politique, pour la penser, il faut prendre en compte que les personnes roms, ce n'est pas simplement une question à gérer, ce n'est pas simplement un problème qu'il faut organiser. C'est des gens. Pour savoir que c'est des gens, il faut qu'ils aient la parole et donc c'est important qu'ils puissent revenir un an après pour dire : « Qu'est-ce que vous avez à m'offrir ? », même si c'est injuste pour les associatifs qui font tout ce qu'ils peuvent. C'est peut-être injuste, mais en tout cas, cela veut dire qu'ils ont la parole. Je crois que c'est un des gros enjeux aujourd'hui, c'est que je suis en train de vous parler de ça. D'autres vont vous parler de ça. Mais on n'entend pas beaucoup les roms. L'association La Voix des Roms dit qu'en fait, l'avis des roms, en général, on ne l'entend pas. Je vous le disais, il y a une plainte de La Voix des Roms, vous n'en avez peut-être jamais entendu parlé pourtant, elle est contre le premier ministre.

Cela veut dire qu'il est important de se rendre compte que ces gens là existent même après l'expulsion, qu'ils ne sont pas entièrement définis par l'expulsion, qu'ils ont une vie et qu'ils ont aussi des mots à dire, une parole à porter, des revendications et qu'ils n'ont pas simplement envie d'être un problème, d'être la « question rom ».

EXTRAITS DE DIALOGUES N°2, le 12 mars 2017

Philippe Bouyssou – Dialoguant

Philippe Bouyssou est né, a grandi et habite à Ivry-sur-Seine.

Pour financer ses études, il travaille de garde comme agent hospitalier à l'hôpital Charles-Foix avant d'intégrer cette activité à plein temps.

Il devient délégué syndical CGT à l'hôpital Charles-Foix, puis est élu conseiller municipal avant de devenir 1^{er} adjoint au maire de sa ville.

Le 7 février 2015, il devient maire d'Ivry-sur-Seine.

Il est également président de l'association des maires du Val-de-Marne.

En juillet 2015, il fut confronté à l'évacuation du bidonville Truillot, plus grand bidonville du Val-de-Marne, situé à Ivry.

Il y a une photo qui retient plus mon attention que les autres, c'est la photo des deux adolescentes, un peu maquillées, un peu jolies. Ça me permet d'évoquer un double fantasme autour de la présence de réfugiés roumains dans la ville.

Le fantasme des moyens de survie que sont la mendicité, la récupération de matériau. C'est une grande fierté par rapport à ce que je disais tout à l'heure : grâce à la mobilisation de tout le monde, pendant les quatre années où le bidonville est resté à Ivry, il n'y a jamais eu un seul enfant qui a mendié dans la ville. On s'est beaucoup battu avec les associations pour que tous les enfants aillent à l'école. Ils y sont encore, c'est parfois chaotique, ce n'est pas aussi facile que ça, mais c'est vraiment un objet de grande fierté. Le fantasme de la survie donc.

Et le fantasme de la prostitution aussi qui est souvent pensé et la place des femmes, particulière dans ce qu'on peut appeler une culture – je ne sais pas, conditionnée par des siècles et des siècles. Aurelia évoquait tout à l'heure 500 ans d'esclavage ; ça laisse des traces sur la manière dont on vit, dont on survit et dont on peut se comporter. L'idée qu'il y avait des réseaux de prostitution est très présente – c'était peut-être vrai d'ailleurs pour partie. C'est quelque chose qui renvoie au texte qui a été lu à l'instant sur le fait qu'il faut trouver – le mot n'est pas employé – le bouc émissaire qui va permettre à la société de trouver l'ennemi. Le bouc émissaire, quand on est en milieu urbain, c'est assez souvent les populations roumaines et quand on est plus globalement devant sa télé en province, ça peut être les musulmans, les femmes voilées, qui deviennent aussi un objet de fantasmes, de craintes et de peurs. En agitant ces peurs, on permet aussi de ne pas traiter les choses.

Dernière chose : on voit les baraques là, les rues. Le fait de construire parfois des mini-plans d'urbanisme dans un terrain pour éviter que les baraques ne soient trop près les unes des autres et qu'un foyer mal fermé ou un groupe électrogène qui fuit ou je ne sais quoi, puisse enflammer tout le bidonville et causer des morts. On avait réussi avec les associations à travailler sur des rues un peu dégagées, des quartiers, des secteurs, qui ont permis d'atténuer un tout petit peu la difficulté de vivre dans ces conditions.

Je vois une croix et un numéro sur des maisons. On s'était mis d'accord à un moment donné car les habitants du bidonville sentaient que le nombre croissant de réfugiés qui venaient là allait mettre en péril l'équilibre et aller accélérer les processus d'évacuation, au fur et à mesure que des gens rentraient en Roumanie, ils avaient accepté d'identifier les baraques qu'il fallait démolir et dessus – je ne sais pas si c'est du roumain - ; ils avaient écrit « demolre » - démolir, à démolir, pour eux-même gérer les risques du sur-peuplement et les risques encourus par l'évacuation prochaine.

Pascale Joffroy

Je suis architecte, donc je travaille en bidonville à quelques petits dispositifs qu'on construit avec les habitants pour les aider : on voit des choses qui sont exactement identiques à ce qu'on voit dans d'autres pays, on voit des choses qui sont exactement identiques à ce qu'on observe sur les photos des bidonvilles des années soixante, on voit même des choses qui sont très proches de ce qu'on trouve par exemple dans l'album des *Zoniers* de Atget en 1913, où il représente la même chose au fond, les mêmes baraques.

Baraque plus ou moins grande mais cette baraque, cette maison pourrait-on dire, elle a différents aspects, en particulier en fonction du temps d'installation justement, des moyens de la famille. S'ils viennent d'arriver, ils font un abri, et ils ne vont pas cesser de transformer l'abri : une semaine après, un mois après, trois mois après, s'ils sont toujours là, ces abris n'ont pas du tout la même allure. La maison ce qui la rend possiblement une vraie maison, ce qui la rend intéressante est le fait que les gens se l'approprient vraiment. On voit d'une façon qui est très émouvante en bidonville cette façon très élémentaire de construire ce dont on a immédiatement besoin, ce dont on a besoin pour sa famille, ce qui sert à cuisiner, ce qui sert à dormir, mais ce qui sert aussi à créer un petit sanctuaire intérieur, très simple, souvent rapidement fait. En quelques heures parfois, on voit un intérieur très beau se construire avec des tissus, avec quelques objets, avec si peu, quelques éléments de décoration. Et c'est souvent vraiment émouvant et souvent même très beau. Même si l'impression première quand on arrive dans le bidonville est différente parce que la construction à l'extérieur parfois met un peu plus de temps à devenir, elle aussi, un vrai lieu qui n'aura pas cette étrangeté qui nous dérangerait quand on arriverait dans le bidonville.

Je pense qu'aller dans le bidonville, c'est voir comment les gens savent habiter, savent construire avec très peu de moyens et très vite, des petites choses essentielles. Peut-être savent-ils mieux habiter que nous-mêmes parfois dans une version un peu moins matérialiste des choses, dans une version plus en devenir des choses, moins installée. On voit aussi que, exactement comme aux époques précédentes, ces constructions sont situées là où elles peuvent, c'est-à-dire dans les reliquats urbains : bords d'autoroute (on a même travaillé sur un bidonville qui était entre deux autoroutes, enfin une autoroute et une bretelle de sortie), terrains de relégation à l'extérieur des centres villes, terrains impropres à marcher sans se mettre les pieds dans la boue, terrains avec beaucoup de bruits.

On voit vraiment une grande aptitude à fonctionner l'un par rapport à l'autre, à construire du collectif, à partager un territoire, à l'occuper ensemble. C'est une occupation de proche en proche, c'est-à-dire que si 3 sont arrivés et qu'un 4ème arrive, il va prendre en charge le fait qu'il y en a déjà trois qui sont là. Et s'il faut changer, on changera. Je trouve que c'est très intéressant de voir cela et on le retrouve dans tous les bidonvilles du monde et du temps : l'idée que c'est un processus vraiment incrémental qui est en place.

Ça marche. Ça ne marche pas tout à fait dans certaines normes qu'on pourrait évoquer, mais ça marche réellement comme processus de partage collectif d'un lieu.

Judith Balso – Dialoguant

Judith Balso est écrivaine, philosophe et professeur de poésie.

Elle a publié de nombreux textes sur les usines comme lieux politiques et sur la figure ouvrière contemporaine. Elle s'engagea auprès du rassemblement des collectifs des ouvriers sans-papiers jusqu'en 2007. Elle travaille toujours auprès des foyers ouvriers.

Extrait de sa prise de parole à l'écoute des notes de 1964 et 2014

Ces textes sont précieux parce qu'ils font revivre ce qu'est l'activité intérieure à ces lieux.

En même temps, le fait de rapprocher des situations des années 60-70 et les situations d'aujourd'hui posent pour moi la question de la discontinuité. Je ne pense pas qu'on peut simplement placer dans le registre d'une résurgence l'apparition de bidonville de nouveau à grande échelle aujourd'hui dans un pays comme la France. Je veux dire par là que dans les années 60-70, les bidonvilles étaient en un certain sens, à la fois des lieux de l'existence ouvrière en tant que telle, adossés aussi à l'existence des quartiers ouvriers, des quartiers populaires. Ils étaient la composante la plus pauvre mais ce qui les insérait d'une certaine manière dans la vie collective, c'est le fait que c'était – comme on le voit là – des maçons portugais, des ouvriers algériens qui travaillaient dans les usines Renault, qui vivaient dans ces endroits-là.

La grande différence avec les bidonvilles d'aujourd'hui, c'est qu'ils témoignent aujourd'hui du déplacement à une échelle jamais connue auparavant de populations entières qui viennent vivre là où ils estiment qu'ils peuvent vivre, une fois que les conditions de vie de là où ils étaient auparavant se sont dégradées pour des raisons diverses : changements de régime, guerres.... Il y a beaucoup de causes au fait que les gens se déplacent.

La première chose que nous devons avoir en tête, c'est qu'aujourd'hui, il y a dans le monde des millions de gens déplacés et des millions de gens qui sont considérés de toute part comme des populations superflues dans la mesure où tout le monde sait qu'ils ne vont pas appartenir à la sphère identifiée comme la sphère du travail, du travail légal et du travail qui est réservé à un petit nombre de gens. Une immense quantité de gens devant se contenter de survivre sans pouvoir travailler. C'est une grande différence, pour moi, entre les deux types de bidonvilles.

La deuxième existence des bidonvilles – celle d'aujourd'hui – nous pose une question sur nous-mêmes. Je veux dire par là qu'il me semble que le mode sur lequel les bidonvilles et leurs habitants sont traités, avec toujours une volonté de destruction, de résorption, de tri aussi – en prendre une partie et on les fait vivre dans le circuit normal, mais les autres sont de nouveau renvoyés à l'errance – une situation pareille pose une question qui est la question suivante : en vérité, notre pensée est malade et nos coeurs le sont aussi, et nos existences le sont aussi. C'est une chose que je me disais en voyant ces photos – même si j'anticipe un peu sur la deuxième partie - : eux, on les photographie, et nous on ne nous photographie pas. Au même sens, je veux dire : personne ne vient chez nous pour nous demander de poser devant les lieux où nous habitons. Ça me rappelait un très beau documentaire que Jean Rouch avait fait à la fin de ses enquêtes proprement africaines. Il avait aussi pris un jeune homme africain qui s'était constitué en ethnologue auprès des Parisiens. Il venait les voir et leur demandait : Pourquoi vous portez une chemise jaune, c'est la couleur de votre tribu ? Vous êtes toujours habillé en jaune, comment se fait-il ? C'était très drôle parce que ça révélait la dissymétrie dans les regards et la situation. Je pense que notre pensée est d'abord malade de cette dissymétrie et aussi qu'elle est malade de ne pas prendre la mesure du fait que s'il y a dans le monde des gens qui sont réduits ou obligés de vivre de la manière dont ces gens vivent, c'est que les États actuels, les politiques étatiques ne les comptent pas comme faisant partie réellement du pays, comme faisant partie de la situation. Pour moi, il y a un extrémisme – tout le monde a peur de l'extrémisme lepeniste – mais il y a un extrémisme qui est d'abord dans le fait que toutes les politiques étatiques admettent qu'il y a nécessairement une préférence nationale. On s'occupe malgré tout d'abord des Français ; qu'on ne peut pas compter sur tout le monde et que s'il s'agit d'étrangers, ça doit

toujours se régler à travers des figures de quota, de normes – en effet, comme il a été rappelé – et on ne se sortira pas de la situation avec cette vision des choses. Parce que c'est une vision extrêmement violente : on le voit aux conséquences qui sont malgré tout, que partout, les gens qui vivent dans la pauvreté, qu'ils soient roms ou qu'ils soient autres, sont constamment pourchassés. On considère qu'ils n'ont pas le droit de cité.

Et quand je dis que nos pensées sont malades, c'est que pour moi, l'argument que « les voisins n'en veulent pas » fait partie de cette maladie.

Évidemment, les voisins n'en veulent pas parce que pour commencer les États n'en veulent pas. Il n'y a pour commencer aucune proposition à la hauteur de cette situation. Si c'est comme ça, il me semble que la première chose à faire, est quand même de prendre acte de ce que, quand les gens sont obligés d'inventer leur propre survie, d'inventer leur propre travail – même si ce n'est pas un travail légal – d'inventer leur propre manière d'habiter, il faudrait que nous soyons capables de dire aux États de respecter ça, de commencer par respecter le fait que les gens font ce qu'ils ont à faire pour eux-mêmes. On pourrait leur demander un peu plus : par exemple d'aider à ce qu'il y ait de l'eau, le ramassage des ordures, à ce qu'il y ait les choses minimales que l'Etat, après tout, assure pour tout le monde. Pourquoi il ne l'assurerait pas par rapport aux lieux où les gens s'installent quand ils n'ont aucun autre endroit où aller, où vivre.

Voilà un premier ensemble de question que me suggéraient à la fois les textes que vous avez lus et ce qui a été dit dans ce dialogue.

BIOGRAPHIE

Aurelia Ivan

Le travail de création d'Aurelia Ivan témoigne d'un parcours atypique et de choix artistiques très personnels. Après le Conservatoire National d'Art théâtral et cinématographique de Bucarest, elle décide de poursuivre sa formation en France, à l'Ecole Supérieure Nationale des Arts de la Marionnette de Charleville-Mézières, dans la perspective d'une recherche sur un langage scénique transversal et plastique, au plus près des enjeux de la pratique théâtrale d'aujourd'hui.

Elle rencontre Valère Novarina et consacre en 2009 sa première création à *La chair de l'homme*. Dans un processus de création qui associe une démarche expérimentale et un savoir-faire exigeant, elle développe, pour chaque création une esthétique maîtrisée, faisant parfois référence aux oeuvres d'artistes contemporains, sculptures ou installations. Après Novarina, Beckett ou Nietzsche, Aurelia Ivan affronte des questionnements existentiels au coeur des préoccupations de notre société et se tourne aujourd'hui vers la mise au plateau d'une écriture constituée de voix multiples et collectives.

Parmi ses créations : *Au dieu inconnu* de Valère Novarina (2011), *L'Androïde HU#1* d'après Nietzsche (2013), *[Soi/Moi/Je] #1* (2014), *Cap au Pire* de Samuel Beckett (2016), $\pm AM [eR+Ai] = t/LAB [5.16]$ (2016).

Elle travaille aussi en tant que dramaturge avec le chorégraphe DeLaVallet Bidiefono pour la création de *Monstres / On ne danse pas pour rien* (2017).

ADMINISTRATION

Allan Périé

adm.tsara@gmail.com | 06 77 98 66 66

DIRECTION DE PRODUCTION

Antonin Blesson

legrandgardonblanc@yahoo.fr | 06 68 06 01 98

PRESSE

Rémi Fort - Bureau Myra

remi@myra.fr | 06 62 87 65 32

Production TSARA.

Avec le soutien d'Arcadi Île-de-France, de la SPEDIDAM, du Festival Contre-Courant - CCAS,
du festival des Francophonies en Limousin, de la Maison des métallos-Paris,
de la Villette - Paris (résidence d'artistes 2017) et du T2G - Théâtre de Gennevilliers.
TSARA est soutenue par la Région Île-de-France au titre de la Permanence Artistique et Culturelle.

Co-réalisation Théâtre L'ÉCHANGEUR — Cie Public Chéri.

VISUEL Ancienne entrée du bidonville des Coquetiers, Bobigny, 2016 © Jérémy Gravayat — Survivance

THÉÂTRE
L'ÉCHANGEUR
BAGNOLET



COMPAGNIE PUBLIC CHÉRI

59 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 93 170 BAGNOLET – METRO GALLIENI
RESERVATIONS 01 43 62 71 20 – RESERVATION@LECHANGEUR.ORG – WWW.LECHANGEUR.ORG

